

Bruxelles, 8 août 2024 (07.00 heures CEST)

KBC Groupe : Résultat du deuxième trimestre: 925 millions d'euros

Aperçu KBC Groupe (consolidé, IFRS)	2TR2024	1TR2024	2TR2023	1S2024	1S2023
Résultat net (en millions EUR)	925	506	966	1 431	1 848
Bénéfice de base par action (EUR)	2,25	1,18	2,29	3,44	4,37
Ventilation du résultat net, par division (en millions EUR)					
Belgique	519	243	576	761	875
République tchèque	244	197	276	441	461
Marchés internationaux	224	146	190	370	298
Centre de groupe	-61	-80	-76	-141	215
Capitaux propres des actionnaires de la société mère par action (en EUR, fin de période)	53,2	54,9	51,2	53,2	51,2

'Nous avons enregistré un bénéfice net de 925 millions d'euros au deuxième trimestre 2024. Par rapport au résultat du trimestre précédent, nos revenus totaux ont bénéficié de plusieurs facteurs, notamment la hausse des revenus nets d'intérêts, l'augmentation des revenus nets de commissions, de solides revenus des activités d'assurance et une amélioration des revenus à la juste valeur et liés au trading, et aussi le pic saisonnier des revenus de dividendes. Les coûts ont nettement baissé, dans la mesure où l'essentiel des taxes bancaires et d'assurance au titre de l'exercice entier sont toujours comptabilisées au premier trimestre. Abstraction faite des taxes bancaires et d'assurance, les coûts ont progressé de 1% par rapport au trimestre précédent. Les réductions de valeur sur crédits ont augmenté par rapport au niveau très modéré du trimestre précédent, ce qui se traduit par un ratio de coût du crédit toujours très bas de 9 points de base au premier semestre 2024.

Par conséquent, en additionnant les résultats du premier et du deuxième trimestre, notre bénéfice net pour le premier semestre 2024 s'élève à 1 431 millions d'euros. À première vue, ce résultat est nettement inférieur à celui du premier semestre 2023, mais ce dernier avait bénéficié d'une plus-value non récurrente de 0,4 milliard d'euros sur la vente des portefeuilles de crédits et de dépôts irlandais. Abstraction faite de cette plus-value exceptionnelle, notre bénéfice semestriel est conforme à celui de l'année précédente.

Le développement de notre portefeuille de crédits s'est poursuivi, avec une croissance de 2% en glissement trimestriel et de 4% en rythme annuel, et une progression dans chacun des marchés clés du groupe. Les dépôts de la clientèle ont augmenté de 2% en glissement trimestriel et ont été stables en rythme annuel. La proportion de produits bancaires et d'assurance vendus par voie numérique a continué d'augmenter: basé sur une sélection de produits clés, environ 55% de nos produits bancaires et 27% de nos produits d'assurance ont été vendus par voie numérique, contre 50% et 24% il y a un an. Notre assistant numérique personnel Kate, que nous développons en permanence dans le but d'assurer un confort et un support maximal à nos clients, revêt une importance capitale dans notre transformation numérique. À ce jour, environ 4,8 millions de clients ont déjà fait appel à Kate, ce qui représente une augmentation de 40% environ par rapport à il y a un an.

Nous conservons une excellente solvabilité, avec un ratio common equity à pleine charge de 15,1% à la fin du mois de juin 2024. KBC Assurances affichait un solide ratio de solvabilité de 200% en vertu du cadre réglementaire Solvabilité II. Notre liquidité est restée elle aussi très solide, comme en témoignent un ratio LCR de 160% et un ratio NSFR de 139%.

Pour résumer, notre performance globale au premier semestre 2024 s'est de nouveau avérée excellente.

En ce qui concerne notre programme de rachat d'actions propres, entamé en août 2023 et qui s'est terminé le 31 juillet 2024, nous avons racheté autour de 21 millions d'actions pour un montant total de 1,3 milliard d'euros. En accord avec notre politique générale en matière de dividende, nous verserons un dividende intérimaire de 1 euro par action en novembre 2024, en tant qu'acompte sur le dividende total pour l'exercice 2024. Nous avons en outre décidé de relever nos prévisions concernant les revenus nets d'intérêts pour l'exercice 2024 complet au chiffre approximatif de 5,5 milliards d'euros, et non plus une fourchette de 5,3 à 5,5 milliards d'euros comme initialement prévu.

Je voudrais profiter de cette occasion pour remercier sincèrement tous nos collaborateurs pour leur contribution au succès durable de notre groupe. Je souhaite également remercier tous nos clients, nos actionnaires et toutes les autres parties prenantes pour leur confiance et leur soutien, et les assurer que nous restons déterminés à faire figure de référence en matière de bancassurance et d'innovation sur tous nos marchés domestiques.'

Johan Thijs
Chief Executive Officer



Principales données financières du deuxième trimestre 2024

- ▶ **Les revenus nets d'intérêts** ont augmenté de 1% en glissement trimestriel et diminué de 2% en rythme annuel. La marge nette d'intérêts s'est établie à 2,10% pour le trimestre sous revue, en hausse de 2 points de base par rapport au trimestre précédent et en baisse de 1 point de base par rapport au même trimestre un an plus tôt. Le volume des crédits a progressé de 2% en rythme trimestriel et de 4% en rythme annuel. Les dépôts hors certificats de dette ont augmenté de 2% en glissement trimestriel et restent stables en rythme annuel. Ces chiffres de croissance des volumes ont été calculés sur une base organique (hors variations du périmètre de consolidation et effets de change).
- ▶ **Le résultat des services d'assurance** (revenus des activités d'assurance avant réassurance – charges des services d'assurance avant réassurance + résultat net des contrats de réassurance détenus) s'est établi à 113 millions d'euros (contre 134 millions d'euros au trimestre précédent et 121 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt), dont 76 millions d'euros pour l'assurance non vie et 37 millions d'euros pour l'assurance vie. Le ratio combiné de l'assurance non vie pour les six premiers mois de 2024 est ressorti à 87%, soit le même niveau que pour l'ensemble de l'année 2023. Les ventes d'assurance non vie ont augmenté de 8% en rythme annuel, tandis que les ventes d'assurance vie ont diminué de 19% et de 15% par rapport aux niveaux élevés enregistrés respectivement au cours du trimestre précédent et du deuxième trimestre 2023, principalement en raison du recul des ventes de produits d'assurance vie de la branche 23.
- ▶ **Les revenus nets de commissions** sont en hausse de 1% et de 7% par rapport à ceux du trimestre précédent et du trimestre correspondant de l'année précédente, respectivement. En rythme trimestriel, les commissions pour nos activités de gestion d'actifs et de services bancaires ont progressé de 2%. En rythme annuel, les commissions pour nos activités de gestion d'actifs ont grimpé de 11% et celles liées à nos activités bancaires ont gagné 2%
- ▶ **Les revenus à la juste valeur et liés au trading et produits et charges financiers de l'assurance** sont en hausse de 58 millions d'euros par rapport au trimestre précédent et en baisse de 30 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2023. **Les autres revenus nets** ont été conformes à leur rythme habituel. **Les revenus de dividendes** ont crû par rapport au trimestre précédent, le deuxième trimestre comprenant traditionnellement l'essentiel des revenus de dividendes pour l'ensemble de l'année.
- ▶ **Les charges d'exploitation hors taxes bancaires et d'assurance** ont augmenté de 1% par rapport au trimestre précédent et reculé de 2% par rapport au même trimestre un an plus tôt. Le ratio charges/produits pour les six premiers mois de 2024 s'établit à 46%, contre 49% pour l'exercice 2023 complet. Certains éléments hors exploitation sont exclus du calcul et les taxes bancaires et d'assurance ont été réparties de façon homogène sur l'année entière. Abstraction faite de l'intégralité des taxes bancaires et d'assurance, le ratio charges/produits pour les six premiers mois de 2024 s'est élevé à 42%, contre 43% pour l'année 2023 dans son ensemble.
- ▶ Les chiffres du trimestre sous revue incluent une **réduction de valeur sur crédits** nette de 72 millions d'euros, contre 16 millions d'euros au trimestre précédent et une reprise nette de 23 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt. Le ratio de coût du crédit pour les six premiers mois de 2024 s'est établi à 0,09%, contre 0,00% pour l'ensemble de l'année 2023. Les réductions de valeur sur des actifs autres que des crédits sont ressorties à 13 millions d'euros au cours du trimestre considéré, contre 0 million d'euros au trimestre précédent et 31 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt.
- ▶ Notre **position de liquidité** est restée solide, avec un ratio LCR de 160% et un ratio NSFR de 139%. Notre **base de capital** demeure robuste, avec un ratio common equity à pleine charge de 15,1%.

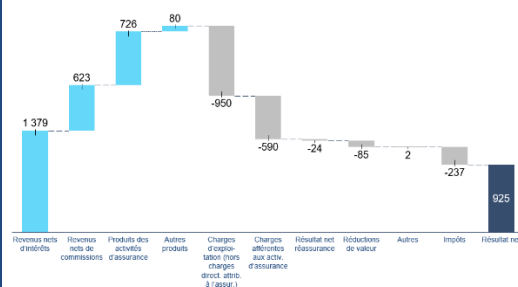
Les piliers de notre stratégie



- Nous plaçons le client au centre de nos préoccupations
- Nous cherchons à proposer à nos clients une expérience unique dans le domaine de la bancassurance
- Nous développons notre groupe dans une optique de long terme et avons pour objectif de générer une croissance durable et rentable
- Nous assumons notre rôle au sein de la société et des économies locales
- Nous renforçons les valeurs PEARL+ et mettons l'accent sur le développement conjoint de solutions, d'initiatives et d'idées au sein du groupe

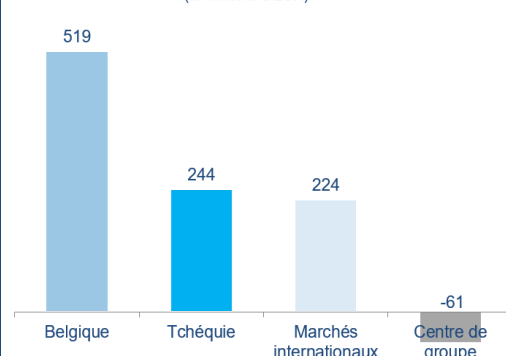
Composition du résultat 2TR2024

(en millions d'EUR)



Contribution des divisions au résultat du groupe (2TR2024)

(en millions d'EUR)



Aperçu des résultats et du bilan

Compte de résultat consolidé, IFRS,
KBC Groupe (simplifié; en millions d'EUR)

	2TR2024	1TR2024	4TR2023	3TR2023	2TR2023	1S2024	1S2023
Revenus nets d'intérêts	1 379	1 369	1 360	1 382	1 407	2 748	2 731
Revenus des activités d'assurance avant réassurance							
	726	714	683	699	666	1 441	1 297
Non vie	613	598	584	587	567	1 211	1 109
Vie	114	116	99	113	100	230	188
Revenus de dividendes	26	7	12	10	30	33	37
Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat et produits et charges financiers de l'assurance ¹	3	-55	-40	-8	33	-52	57
Revenus nets de commissions	623	614	600	588	584	1 237	1 160
Autres revenus nets	51	58	60	44	54	109	552
Total des revenus	2 809	2 708	2 674	2 715	2 775	5 516	5 835
Charges d'exploitation (hors charges directement attribuables à l'assurance)	-950	-1 431	-1 085	-1 011	-1 019	-2 381	-2 520
Total des charges d'exploitation, hors taxes bancaires et d'assurance	-1 074	-1 063	-1 169	-1 101	-1 090	-2 137	-2 167
Total des taxes bancaires et d'assurance	-2	-518	-36	-29	-51	-521	-622
Moins: charges d'exploitation affectées aux charges des services d'assurance	126	150	120	119	123	276	270
Charges des services d'assurance avant réassurance	-590	-563	-567	-540	-523	-1 152	-1 013
Dont commission d'assurance versée	-92	-89	-94	-87	-82	-181	-159
Non vie	-514	-489	-509	-485	-457	-1 003	-876
Vie	-76	-73	-58	-55	-66	-149	-138
Résultat net des contrats de réassurance détenus	-24	-18	-16	-22	-22	-41	-52
Réductions de valeur	-85	-16	-170	-63	-8	-101	18
Dont: sur actifs financiers évalués au coût amorti et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ²	-72	-16	5	-36	23	-88	47
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et joint-ventures	2	0	0	0	-1	2	-4
Résultat avant impôts	1 162	680	836	1 079	1 202	1 842	2 264
Impôts	-237	-175	-159	-203	-236	-412	-416
Résultat après impôts	925	506	677	877	966	1 431	1 848
attribuable à des participations minoritaires	0	0	0	0	0	0	0
attribuable aux actionnaires de la société mère	925	506	677	877	966	1 431	1 848
Bénéfice de base par action (EUR)	2,25	1,18	1,59	2,07	2,29	3,44	4,37
Bénéfice dilué par action (EUR)	2,25	1,18	1,59	2,07	2,29	3,44	4,37

Chiffres clés du bilan consolidé, IFRS,
KBC Groupe (en millions d'EUR)

	30-06-2024	31-03-2024	31-12-2023	30-09-2023	30-06-2023
Total des actifs	361 945	359 477	346 921	358 453	368 077
Prêts et avances à la clientèle	187 502	183 722	183 613	181 821	182 005
Titres (actions et titres de créance)	73 941	73 561	73 696	72 765	71 839
Dépôts de la clientèle (hors certificats de dette)	221 817	216 271	216 423	214 203	224 710
Dettes de contrats d'assurance	16 521	16 602	16 784	15 920	16 295
Dettes de contrats d'investissement, assurance	14 780	14 319	13 461	12 655	12 751
Total des capitaux propres	22 936	23 917	24 260	23 865	22 853
Ratios sélectionnés KBC Groupe (consolidé)	1S2024	Exercice 2023			
Rendement sur capitaux propres ³	13%	16%			
Ratio charges/produits, groupe					
- hors éléments hors exploitation et avec répartition homogène des taxes bancaires et d'assurance sur l'année	46%	49%			
- hors total des taxes bancaires et d'assurance	42%	43%			
Ratio combiné, assurance non vie	87%	87%			
Ratio common equity (CET1), selon Bâle III, compromis danois.					
- à pleine charge	15,1%	15,2%			
- transitoire	14,7%	13,8%			
Ratio de coût du crédit ⁴	0,09%	0,00%			
Ratio de crédits impaired	2,1%	2,1%			
pour les crédits en souffrance depuis plus de 90 jours	1,1%	1,0%			
Ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR)	139%	136%			
Ratio de couverture des liquidités (LCR)	160%	159%			

¹ À compter de 2024, nous avons regroupé le 'Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat' (également appelé 'Revenus à la juste valeur et liés au trading') et les 'Produits et charges financiers de l'assurance' en une seule ligne du compte de résultat, dans un souci de simplification. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités de manière rétroactive.

² Ou 'réductions de valeur sur crédits'.

³ 15% au premier semestre 2024 (et 15% également pour l'exercice 2023) si l'on exclut les éléments hors exploitation et que l'on répartit les taxes bancaires et d'assurance de façon homogène sur l'ensemble de l'année.

⁴ Un chiffre négatif indique une reprise nette de réductions de valeur (impact positif sur les résultats).

Analyse du trimestre (2TR2024)

Total des revenus: 2 809 millions d'euros

+4% par rapport au trimestre précédent et +1% en rythme annuel

Les **revenus nets d'intérêts** se sont inscrits à 1 379 millions d'euros au cours du trimestre sous revue, soit 1% de plus qu'au trimestre précédent et 2% de moins qu'au même trimestre un an plus tôt. La progression de 1% en glissement trimestriel s'explique principalement par la hausse continue des revenus des réinvestissements (qui a eu une incidence positive sur le résultat de la transformation commerciale), l'augmentation des revenus d'intérêts provenant des activités de crédit (la croissance du volume des crédits a plus que compensé les pressions subies par les marges des crédits dans certains marchés clés), la hausse des revenus d'intérêts provenant des obligations indexées sur l'inflation et la baisse du coût de financement des participations. Ces éléments ont été partiellement compensés par la baisse des revenus d'intérêts sur les dépôts à terme de la clientèle, sur les comptes d'épargne en Belgique (en raison d'une prime de fidélité plus élevée), par le repli du résultat ALM, par l'augmentation des coûts de financement subordonné et wholesale et par la diminution des revenus d'intérêts provenant des activités de gestion de trésorerie à court terme. La baisse de 2% en rythme annuel est principalement imputable à la diminution des revenus des activités de crédit (marges des crédits sous pression dans certains marchés clés, un phénomène que n'a pas totalement compensé la croissance du volume des crédits), à la diminution des revenus d'intérêts en Irlande (à la suite de la cession des portefeuilles de crédits et de dépôts), à la hausse des coûts liés aux réserves obligatoires minimum détenues auprès des banques centrales et une hausse des coûts de financement des participations et wholesale, à la diminution des revenus d'intérêts provenant des activités de gestion de trésorerie à court terme et de la salle des marchés et à un effet de change négatif (dépréciation de la couronne tchèque et du forint hongrois). Ces éléments ont été partiellement compensés par l'augmentation du résultat de la transformation commerciale et du résultat ALM et par un accroissement des revenus d'intérêts provenant des dépôts à terme de la clientèle. La marge nette d'intérêts s'est établie à 2,10% pour le trimestre sous revue, en hausse de 2 points de base par rapport au trimestre précédent et en baisse de 1 point de base par rapport au même trimestre un an plus tôt. Pour connaître les prévisions relatives aux revenus nets d'intérêts attendus pour l'exercice 2024 et les suivants, veuillez vous référer à la section intitulée 'Nos prévisions'.

Le volume des crédits à la clientèle (188 milliards d'euros) a augmenté de 2% par rapport au trimestre précédent et de 4% par rapport à l'année précédente. Les dépôts de la clientèle hors certificats de dette (222 milliards d'euros) ont augmenté de 2% en glissement trimestriel et ont été stables en rythme annuel. Les dépôts de la clientèle, hors dépôts à court terme volatils et à faible marge dans les filiales étrangères de KBC Bank (motivés par des opportunités de gestion de trésorerie à court terme), ont crû de 2% en glissement trimestriel et enregistrent une diminution de 1% en rythme annuel. Les chiffres de la croissance ci-dessus ne tiennent pas compte des effets de change et des incidences des variations du périmètre de consolidation.

Le '**résultat des services d'assurance**' (revenus des activités d'assurance avant réassurance - charges des services d'assurance avant réassurance + résultat net des contrats de réassurance détenus; ces deux derniers éléments n'étant pas inclus dans les revenus totaux) s'est établi à 113 millions d'euros, dont 76 millions d'euros pour les assurances non vie et 37 millions d'euros pour les assurances vie. Le résultat des services d'assurance **non vie** a décliné de 19% par rapport au trimestre précédent et de 14% par rapport au même trimestre un an plus tôt, dans les deux cas essentiellement sous les effets combinés de la hausse des charges des services d'assurance (davantage de sinistres) et de la détérioration du résultat de la réassurance, compensés toutefois en partie par des revenus des activités d'assurance plus élevés. Le résultat des services d'assurance **vie** a reculé de 8% en rythme trimestriel, principalement à cause de l'alourdissement des charges des services d'assurance et de la légère contraction des revenus des activités d'assurance, compensés en partie par l'amélioration du résultat de la réassurance. Le résultat des services d'assurance vie enregistre une progression de 11% par rapport au résultat du deuxième trimestre 2023, l'augmentation des revenus des activités d'assurance ayant plus que compensé l'alourdissement des charges des services d'assurance.

Le ratio combiné des activités d'assurance non vie s'élève à un excellent 87% pour les six premiers mois de 2024, soit le même niveau que pour l'exercice 2023 complet. Les ventes de l'assurance non vie se sont élevées à 623 millions d'euros, en hausse de 8% par rapport à l'année précédente, avec une croissance dans tous les pays et toutes les branches. Les ventes de produits d'assurance vie se sont élevées à 620 millions d'euros et s'inscrivent en baisse de 19% par rapport au niveau élevé du trimestre précédent (lequel avait bénéficié, entre autres, du niveau élevé des ventes

de produits d'assurance vie de la branche 23 induit par le lancement d'un nouveau produit structuré et par des campagnes commerciales en Belgique). Les ventes de produits d'assurance vie ont fléchi de 15% par rapport au niveau élevé enregistré au même trimestre de l'année précédente, exclusivement du fait de la décélération des ventes de produits de la branche 23. Au total, la part des produits à taux d'intérêt garanti et des produits de la branche 23 dans nos ventes de produits d'assurance vie au cours du trimestre sous revue s'est élevée à 36% et 57%, respectivement, le reste étant constitué de produits hybrides (principalement en République tchèque).

Pour connaître les prévisions relatives aux revenus des activités d'assurance et au ratio combiné pour l'exercice 2024 et les suivants, veuillez vous référer à la section intitulée 'Nos prévisions'.

Les revenus nets de commissions se sont établis à 623 millions d'euros, en hausse de 1% et de 7% par rapport au niveau du trimestre précédent et du trimestre correspondant de l'année précédente, respectivement. L'augmentation d'un trimestre à l'autre s'explique par une croissance de 2% des revenus de commissions provenant à la fois de nos activités de gestion d'actifs (principalement grâce à des commissions de gestion plus élevées) et de nos activités bancaires (principalement grâce à une augmentation des commissions au titre des services de paiement, qui ont plus que compensé la baisse des commissions liées aux titres), partiellement annulée par un recul saisonnier des commissions de distribution pour les produits d'assurance non vie. La progression de 7% en glissement annuel résulte d'une hausse de 11% des commissions liées à nos services de gestion d'actifs (exclusivement à la faveur de commissions de gestion plus élevées) et d'une croissance de 2% des commissions liées à nos activités bancaires, légèrement neutralisée par un effet de change négatif. Fin juin 2024, les avoirs en gestion totaux s'élevaient à 262 milliards d'euros, en hausse de 2% par rapport au trimestre précédent (avec une contribution de +1 point de pourcentage des entrées nettes et de +1 point de pourcentage de la performance du marché par rapport au trimestre précédent). La croissance des actifs sous gestion s'est montée à 17% par rapport au même trimestre de l'année précédente, les entrées nettes représentant +6 points de pourcentage et la performance du marché +10 points de pourcentage.

Les revenus à la juste valeur et liés au trading et produits et charges financiers de l'assurance sont ressortis à 3 millions d'euros, soit 58 millions d'euros de plus qu'au trimestre précédent et 30 millions d'euros de moins qu'au même trimestre un an plus tôt. La progression en glissement trimestriel s'explique principalement par l'amélioration du résultat des dérivés utilisés à des fins d'Asset-Liability Management, qui a été partiellement compensée par la dégradation du résultat de la salle des marchés (compte tenu des excellents résultats du trimestre précédent). En rythme annuel, la baisse est surtout imputable à la détérioration du résultat des dérivés utilisés à des fins d'Asset-Liability Management.

Les **autres éléments de revenu** comprennent des revenus de dividendes de 26 millions d'euros (contre 7 millions d'euros au trimestre précédent, la majeure partie des revenus de dividendes étant traditionnellement perçue au deuxième trimestre de l'année) et d'autres revenus nets de 51 millions d'euros, ce qui est tout à fait conforme au rythme normal (50 millions d'euros).

Total des charges d'exploitation, hors taxes bancaires et d'assurance:

1 074 millions d'euros

+1% en glissement trimestriel et -2% en rythme annuel

La comparaison des charges d'exploitation en glissement trimestriel est déformée dans la mesure où l'essentiel des taxes bancaires et d'assurance pour l'ensemble de l'année est traditionnellement comptabilisé au cours du premier trimestre. Au deuxième trimestre 2024, ces impôts s'élèvent à 2 millions d'euros, alors qu'ils s'élevaient à 518 millions d'euros au trimestre précédent et à 51 millions d'euros au deuxième trimestre 2023. La baisse en rythme annuel s'explique principalement par la diminution des prélèvements nationaux (principalement en Hongrie) et par une reprise partielle de la contribution au fonds de garantie des dépôts en Belgique (base de calcul plus faible qu'anticipée par le gouvernement) au cours du trimestre sous revue. Note: afin de combler le déficit budgétaire, le gouvernement hongrois a récemment annoncé des taxes bancaires et d'assurance supplémentaires pour le second semestre 2024, qui pourraient représenter jusqu'à 40 millions d'euros pour K&H.

Abstraction faite des taxes bancaires et d'assurance, les charges d'exploitation totales se sont élevées à 1 074 millions d'euros au deuxième trimestre 2024, soit une hausse de 1% par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse des coûts de personnel (sous l'effet surtout de l'évolution des salaires, en partie compensée par la baisse des ETP), de la hausse des charges liées aux ICT et de la hausse saisonnière des dépenses de marketing, en partie neutralisées par la baisse des coûts en Irlande (à la suite de la vente des portefeuilles de crédits et de dépôts).

Les charges d'exploitation hors taxes bancaires et d'assurance ont diminué de 2% par rapport au deuxième trimestre 2023, en raison essentiellement de la réduction des coûts liés à l'Irlande (du fait de la cession des portefeuilles irlandais) et d'un effet de change, bien que ces éléments aient été en partie compensés par l'augmentation des coûts de personnel (inflation et indexation des salaires).

Après exclusion de certains éléments hors exploitation et répartition des taxes bancaires et d'assurance de façon homogène sur l'année entière, le ratio charges/produits pour les six premiers mois de 2024 ressort à 46%, contre 49% pour l'exercice 2023 complet. Abstraction faite de l'intégralité des taxes bancaires et d'assurance, le ratio charges/produits s'améliore à 42% (contre 43% pour l'exercice 2023 complet).

Pour connaître les prévisions relatives aux charges d'exploitation et au ratio charges/produits pour l'exercice 2024 et les suivants, veuillez vous référer à la section intitulée 'Nos prévisions'.

Réductions de valeur sur crédits: charge nette de 72 millions d'euros

contre une charge nette de 16 millions d'euros au trimestre précédent et une reprise nette de 23 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt

Les chiffres du trimestre sous revue incluent une réduction de valeur sur crédits nette de 72 millions d'euros, contre une réduction nette de 16 millions d'euros au trimestre précédent et une reprise nette de 23 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt. La réduction de valeur sur crédits nette au cours du trimestre sous revue comprend une charge de 58 millions d'euros au titre du portefeuille de crédits, et une charge de 14 millions d'euros consécutive à l'actualisation de la réserve constituée au titre des incertitudes géopolitiques et macroéconomiques. Dans ce contexte, l'encours de la réserve que nous consacrons aux incertitudes géopolitiques et macroéconomiques s'élevait à 237 millions d'euros à fin juin 2024.

Pour l'ensemble du groupe, le ratio de coût du crédit s'est élevé à 0,09% pour les six premiers mois de 2024 (0,10% hors variations de la réserve pour incertitudes géopolitiques et macroéconomiques), contre 0,00% pour l'exercice 2023 complet (0,07% hors variations de la réserve pour incertitudes géopolitiques et macroéconomiques). À fin juin 2024, notre portefeuille de crédits total comportait 2,1% de crédits impaired ('niveau 3'), soit une proportion identique à celle observée fin 2023. Les crédits impaired en souffrance depuis plus de 90 jours représentaient 1,1% du portefeuille de crédits, contre 1,0% à fin 2023.

Pour connaître les prévisions relatives au ratio de coût du crédit pour l'exercice 2024 et les suivants, veuillez vous référer à la section intitulée 'Nos prévisions'.

Les réductions de valeur sur actifs autres que des crédits sont ressorties à 13 millions d'euros, contre 0 million d'euros au trimestre précédent et 31 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt. Le chiffre du trimestre sous revue comprenait principalement des charges en rapport avec l'extension de la réglementation sur le plafonnement des intérêts en Hongrie et des réductions de valeur sur des logiciels.

Résultat net par division

Belgique 519 millions d'euros; Rép. tchèque 244 millions d'euros; Marchés internationaux 224 millions d'euros, Centre de groupe -61 millions d'euros

Belgique: à première vue, le résultat net (519 millions d'euros) a quasiment doublé par rapport au trimestre précédent. Toutefois, il convient de noter que le premier trimestre de l'année comprend traditionnellement l'essentiel des taxes bancaires et d'assurance au titre de l'année entière, ce qui déforme la comparaison d'un trimestre à l'autre. Abstraction faite des taxes bancaires et d'assurance, le résultat net recule de 7% d'un trimestre à l'autre, en raison principalement des effets combinés de:

- la hausse des revenus totaux (surtout grâce à la progression des revenus nets d'intérêts et des revenus à la juste valeur et liés au trading, et aussi au pic saisonnier des revenus de dividendes);
- la relative stabilité des coûts (hors taxes bancaires et d'assurance);
- l'augmentation des charges des services d'assurance après réassurance;
- l'augmentation des réductions de valeur nettes.

République tchèque: à première vue, le résultat net (244 millions d'euros) bondit de 24% par rapport au précédent trimestre. Abstraction faite des taxes bancaires et d'assurance, le résultat net a progressé de 9% par rapport au trimestre précédent. Cela s'explique par les effets combinés de:

- la relative stabilité des revenus totaux (hausse des revenus nets d'intérêts et des revenus des activités d'assurance; contraction des revenus à la juste valeur et liés au trading et des autres revenus nets);
- la stabilité des coûts (hors taxes bancaires et d'assurance);
- l'augmentation des charges des services d'assurance après réassurance;
- une reprise nette significative de réductions de valeur sur crédits, alors qu'une modeste charge nette avait été comptabilisée au trimestre précédent;
- la hausse des impôts sur le revenu.

Marchés internationaux: le résultat net de 224 millions d'euros se répartit comme suit: 27 millions d'euros pour la Slovaquie, 121 millions d'euros pour la Hongrie et 76 millions d'euros pour la Bulgarie. Pour la division dans son ensemble, le résultat net ressort à première vue en hausse de 53% par rapport au trimestre précédent. Abstraction faite des taxes bancaires et d'assurance, le résultat net a diminué de 15%, essentiellement du fait des effets combinés de:

- la relative stabilité des revenus totaux (hausse des revenus des activités d'assurance, des revenus nets de commissions et des autres revenus nets; contraction des revenus nets d'intérêts et des revenus à la juste valeur et liés au trading);
- la progression des coûts (hors taxes bancaires et d'assurance);
- la stabilité des charges des services d'assurance après réassurance;
- une légère réduction nette de valeur, contre une importante reprise nette au trimestre précédent.

Centre de groupe: le résultat net (-61 millions d'euros) a progressé de 18 millions d'euros par rapport au trimestre précédent principalement sous les effets combinés de:

- revenus totaux moins négatifs (essentiellement grâce à la hausse des revenus à la juste valeur et liés au trading);
- la stabilité des coûts;
- l'alourdissement des charges des services d'assurance et un résultat de la réassurance négatif, après un chiffre positif au trimestre précédent;
- la réduction de la reprise nette de réductions de valeur.

Un tableau reprenant les résultats complets est fourni à la section 'Additional information' du rapport trimestriel. Une courte analyse des résultats par division est fournie dans la présentation destinée aux analystes (disponible sur www.kbc.com).

Ratios par division sélectionnés	Belgique		République tchèque		Marchés internationaux	
	1S2024	Exercice 2023	1S2024	Exercice 2023	1S2024	Exercice 2023
Ratio charges/produits, groupe						
- hors éléments hors exploitation et avec répartition homogène des taxes bancaires et d'assurance sur l'année	43%	46%	44%	47%	44%	45%
- hors total des taxes bancaires et d'assurance	40%	41%	42%	44%	36%	39%
Ratio combiné, assurance non vie	86%	85%	80%	84%	100% ²	97% ²
Ratio de coût du crédit ¹	0,24%	0,06%	-0,19%	-0,18%	-0,18%	-0,06%
Ratio de crédits impaired	2,1%	2,0%	1,4%	1,4%	1,7%	1,8%

¹ Un chiffre négatif indique une reprise nette de réductions de valeur (impact positif sur les résultats). Veuillez vous reporter à la section 'Details of ratios and terms' du rapport trimestriel.

² Abstraction faite de la taxe bancaire et d'assurance exceptionnelle en Hongrie, le ratio combiné s'est élevé à 93% sur les six premiers mois de 2024 et à 94% pour l'exercice complet 2023.

Solvabilité et liquidité

Ratio common equity de 15,1%, NSFR de 139%, LCR de 160%

À fin juin 2024, le total de nos capitaux propres s'élevait à 22,9 milliards d'euros (21,2 milliards d'euros de capitaux propres des actionnaires de la société mère et 1,75 milliard d'euros d'instruments additionnels Tier-1). Le total des capitaux propres a reculé de 1,3 milliard d'euros par rapport à son niveau de fin 2023. Cette évolution résulte de l'effet combiné de la prise en compte du bénéfice pour le premier semestre 2024 (+1,4 milliard d'euros), du rachat d'actions propres (-0,7 milliard d'euros au premier semestre 2024), du dividende final au titre de 2023 et d'un dividende intérimaire extraordinaire, tous deux payés en mai 2024 (-1,5 milliard d'euros à eux deux, voir le paragraphe suivant), d'une relative stabilité des réserves de réévaluation, du remboursement d'instruments additionnels Tier-1 (-0,5 milliard d'euros) et d'un certain nombre d'autres éléments de moindre importance. Les détails de ces variations sont fournis à la rubrique 'Consolidated statement of changes in equity' de la section 'Consolidated financial statements' du rapport trimestriel.

L'Assemblée générale annuelle des Actionnaires du 2 mai 2024 a approuvé un dividende brut total de 4,15 euros par action au titre de l'exercice 2023 (dont un dividende intérimaire de 1,0 euro par action déjà versé en novembre 2023 et un solde de 3,15 euros versé le 15 mai 2024). Conformément au plan d'affectation du capital annoncé pour l'exercice 2023, le Conseil d'administration a également décidé de distribuer le capital excédentaire au-delà du ratio common equity à pleine charge de 15% sous la forme d'un dividende intérimaire extraordinaire de 0,70 euro par action à la date du 29 mai 2024. En accord avec notre politique générale en matière de dividende, nous verserons également un dividende intérimaire de 1 euro par action en novembre 2024, en tant qu'acompte sur le dividende total au titre de l'exercice 2024.

Nous conservons une très bonne solvabilité, comme en témoigne un ratio common equity à pleine charge (CET1) de 15,1% au 30 juin 2024, contre 15,2% fin 2023. À fin juin 2024, KBC Assurances affichait un ratio de solvabilité de 200% en vertu du cadre réglementaire Solvabilité II, contre 206% fin 2023. De plus amples détails et des informations supplémentaires sur la solvabilité ont été fournis dans la section 'Additional information' du rapport trimestriel, sous la rubrique 'Solvency'.

Notre liquidité s'est également maintenue à un excellent niveau, avec un ratio LCR de 160% et un ratio NSFR de 139%, contre 159% et 136% respectivement à fin 2023.

Analyse de la période sous revue year-to-date (1S2024)

Résultat net pour le 1S2024: 1 431 millions d'euros

en baisse de 23% en glissement annuel (et de seulement 3% abstraction faite de la plus-value non récurrente sur la cession du portefeuille irlandais au cours de la période de référence)

Faits marquants (par rapport aux six premiers mois de l'année 2023, sauf indication contraire):

- **Revenus nets d'intérêts:** en hausse de 1%, à 2 748 millions d'euros. Cette évolution s'explique en partie par le résultat nettement plus élevé de la transformation commerciale, le résultat ALM sensiblement plus élevé et l'augmentation des revenus d'intérêts sur les dépôts à terme de la clientèle, partiellement compensés par la baisse des revenus des activités de crédit (la baisse des marges sur certains marchés clés ayant plus que compensé la croissance des volumes), l'impact de la vente des portefeuilles irlandais résiduels en février 2023, la hausse des coûts liés aux réserves obligatoires minimum détenues auprès des banques centrales, la diminution des revenus d'intérêts provenant des activités de gestion de trésorerie à court terme et de la salle des marchés, l'augmentation des coûts de financement des participations et wholesale, ainsi qu'un effet de change négatif. En termes organiques (hors variations du périmètre de consolidation et effets de change), le volume des crédits à la clientèle a augmenté de 4%, tandis que les dépôts hors certificats de dette sont restés stables d'une année sur l'autre (-1% si l'on exclut également les succursales étrangères de KBC Bank). La marge nette d'intérêts pour les six premiers mois de 2024 s'élève à 2,09%, soit une hausse de 1 point de base en glissement annuel.
- **Résultat des services d'assurance** (revenus des activités d'assurance avant réassurance - charges des services d'assurance avant réassurance + résultat net des contrats de réassurance détenus): en hausse de 7% à 247 millions d'euros. Le ratio combiné de l'assurance non vie pour les six premiers mois de 2024 est ressorti à 87%, soit le même niveau que pour l'ensemble de l'année 2023. Les ventes des produits d'assurance non vie ont augmenté de 9% pour atteindre 1 353 millions d'euros, avec des hausses dans toutes les branches, tandis que les ventes de l'assurance vie ont progressé de 15% pour s'établir à 1 385 millions d'euros, principalement en raison de l'augmentation des ventes de produits d'assurance de la branche 23.
- **Revenus nets de commissions:** en hausse de 7% à 1 237 millions d'euros. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des commissions liées aux services de gestion d'actifs (hausse des commissions de gestion). À la fin du mois de juin 2024, le total des actifs sous gestion s'inscrivait en hausse de 17% pour atteindre 262 milliards d'euros, en raison de la combinaison des entrées nettes (+6 points de pourcentage) et de la contribution positive de la performance du marché (+10 points de pourcentage).
- **Revenus à la juste valeur et liés au trading et produits et charges financiers de l'assurance:** en baisse de 109 millions d'euros pour atteindre -52 millions d'euros. Cette évolution est surtout imputable à la détérioration du résultat des dérivés utilisés à des fins d'Asset-Liability Management.
- **Tous les autres éléments de revenus combinés:** en baisse de 76% à 142 millions d'euros. Cette évolution s'explique principalement par la contraction des autres revenus nets, car le premier semestre 2023 comprenait une plus-value de 405 millions d'euros sur la vente des portefeuilles de crédits et de dépôts de KBC Bank Ireland (comptabilisée dans 'Autres revenus nets').
- **Charges d'exploitation hors taxes bancaires et d'assurance:** en baisse de 1% à 2 137 millions d'euros. Cette évolution s'explique en partie par la baisse des coûts en Irlande (à la suite de la cession des portefeuilles irlandais en février 2023) et par un effet de change (dépréciation de la couronne tchèque et du forint hongrois par rapport à l'euro), partiellement compensés par l'incidence négative de l'augmentation des coûts de personnel, entre autres facteurs. Les taxes bancaires et d'assurance se montent à 521 millions d'euros, en baisse de 16% par rapport à l'année précédente (principalement à la faveur d'une diminution significative des contributions au Fonds de résolution unique). Si l'on exclut certains éléments hors exploitation et que l'on répartit les taxes bancaires et d'assurance de façon homogène sur l'ensemble de l'année, le ratio charges/produits s'établit à 46% (49% pour l'exercice 2023 complet). Abstraction faite de l'intégralité des taxes bancaires et d'assurance, le ratio charges/produits pour la période sous revue s'établit à 42% (contre 43% pour l'exercice 2023 complet).

- **Réduction de valeur sur crédits:** charge nette de 88 millions d'euros, contre une reprise nette de 47 millions d'euros durant la période de référence. Le premier semestre 2024 comprend une charge nette de 101 millions d'euros pour les crédits individuels et une reprise nette de 13 millions d'euros dans la réserve constituée pour les incertitudes géopolitiques et macroéconomiques. Par conséquent, le ratio de coût du crédit s'est inscrit à 0,09%, contre 0,00% pour l'exercice 2023 complet. Les réductions de valeur sur actifs autres que des crédits sont ressorties à 13 millions d'euros, contre 29 millions d'euros au cours de la période de référence.
- **Le résultat net de 1 431 millions d'euros enregistré sur les six premiers mois de 2024** se répartit comme suit: 761 millions d'euros pour la division Belgique (en baisse de 113 millions d'euros par rapport à l'année précédente), 441 millions d'euros pour la division République tchèque (en baisse de 20 millions d'euros), 370 millions d'euros pour la division Marchés internationaux (en hausse de 72 millions d'euros) et -141 millions d'euros pour le Centre de groupe (en baisse de 356 millions d'euros, uniquement en raison de la plus-value réalisée sur la vente des portefeuilles de crédits et de dépôts de KBC Bank Ireland au cours de la période de référence).

Événements dans le domaine ESG, déclaration relative aux risques et opinions économiques

Événements dans le domaine ESG

La durabilité reste un aspect essentiel de la stratégie d'entreprise globale de KBC. Nous nous appuyons sur les efforts passés pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés en engageant activement le dialogue avec nos clients. En comprenant leurs besoins uniques et les difficultés qu'ils rencontrent, nous concevons des solutions sur mesure pour accompagner leur transition vers un développement durable. Notre engagement va au-delà des services financiers et comprend la délivrance de conseils d'experts pour permettre à nos clients de prendre des décisions en toute connaissance de cause. Ensemble, nous impulsions des changements positifs et contribuons à un avenir plus durable.

Nos efforts soutenus en matière de durabilité ont une fois de plus été reconnus comme les meilleurs de leur catégorie par des agences de notation ESG externes. Notre dernier score ESG FTSE Russell est passé de 4,7 au score le plus élevé possible de 5, consolidant ainsi notre présence dans l'indice FTSE4Good.

Déclaration relative aux risques

Nos activités étant principalement axées sur la banque, l'assurance et la gestion d'actifs, nous nous exposons à certains risques typiques pour ces domaines financiers tels que, mais sans s'y limiter, le risque de défaut de crédit, le risque de contrepartie, le risque de concentration, les fluctuations des taux d'intérêt, le risque de change, le risque de marché, le risque de liquidité et de financement, le risque d'assurance, l'évolution de la réglementation, le risque opérationnel, les litiges avec les clients, la concurrence d'autres acteurs et de nouveaux opérateurs ainsi que les risques économiques en général. Surveillés de près et gérés par KBC dans un cadre strict, ces risques peuvent toutefois avoir une incidence négative sur la valeur des actifs ou occasionner des charges supplémentaires excédant les prévisions.

À l'heure actuelle, plusieurs grands défis attendent le secteur financier. Ceux-ci découlent principalement de l'impact essentiellement indirect mais persistant de la guerre en Ukraine, y compris les effets différés de la hausse des prix de l'énergie et des matières premières et des pénuries d'approvisionnement qu'elle a déclenchées. Cette situation a entraîné une poussée de l'inflation, avec à la clé des tensions à la hausse sur les taux d'intérêt, une dégradation des perspectives de croissance (voire des craintes de récession) et quelques inquiétudes quant à la solvabilité des contreparties dans les secteurs économiques les plus exposés. Les risques géopolitiques restent considérables, comme en témoigne l'intensification des conflits à Gaza/Israël et au Moyen-Orient. Un nombre important d'élections en 2024 dans le monde entier, y compris aux États-Unis, ajoute à l'incertitude géopolitique. Ces risques affectent les économies mondiales, mais plus particulièrement européennes, parmi lesquelles les marchés domestiques de KBC. Le risque réglementaire et de compliance (exigences de capital, lutte contre le blanchiment de capitaux, RGPD et ESG/durabilité notamment) reste par ailleurs un thème dominant pour le secteur, tout comme le renforcement de la protection du consommateur. La numérisation (tirée par la technologie, y compris l'IA) présente certes des opportunités, mais menace également le modèle d'entreprise des établissements financiers traditionnels. Les risques liés au climat et à l'environnement revêtent par ailleurs une importance croissante. Les cyberrisques sont devenus l'une des principales menaces ces dernières années, pas uniquement pour le secteur financier, mais pour l'ensemble de l'économie. La guerre en Ukraine a entraîné une augmentation des attaques dans le monde entier. Enfin, les gouvernements de toute l'Europe prennent des mesures de relance supplémentaires pour soutenir leurs budgets (par le biais d'une augmentation des contributions fiscales du secteur financier), mais aussi leurs citoyens et les entreprises (en plafonnant, par exemple, les taux d'intérêt des crédits ou en plaidant pour des taux d'intérêt plus élevés sur les comptes d'épargne).

Les données relatives à la gestion des risques sont reproduites dans nos rapports annuels, les rapports trimestriels et les Risk Reports, tous disponibles sur le site www.kbc.com.

Notre opinion sur la croissance économique

Après avoir affiché 0,4% au premier trimestre 2024 (données non annualisées), la croissance américaine s'est accélérée au deuxième trimestre pour s'établir à 0,7%, principalement tirée par la reconstitution des stocks et la consommation privée. La croissance trimestrielle devrait à nouveau se modérer pour atteindre environ 0,3% au troisième trimestre 2024, car il est peu probable que la forte accumulation des stocks observée au deuxième trimestre se reproduise.

La croissance de la zone euro au cours du deuxième trimestre a été conforme à celle du premier trimestre (0,3%). Le secteur manufacturier a fait preuve d'une faiblesse persistante, tandis que des signes de reprise sont apparus dans celui des services, ce qui a vraisemblablement soutenu la croissance au deuxième trimestre. À partir du second semestre 2024, la croissance devrait se maintenir autour de son rythme actuel, tirée principalement par une consommation intérieure stimulée par un redressement des salaires réels.

En Belgique, la croissance en glissement trimestriel s'est élevée à 0,2% au deuxième trimestre, légèrement en deçà de son niveau du premier trimestre. La demande intérieure relativement ferme a probablement encore compensé la contribution négative des exportations nettes à la croissance. Pour le reste de l'année 2024, nous tablons sur une croissance globalement conforme à celle de la zone euro.

Dans le même temps, la reprise de l'économie tchèque s'est accélérée au deuxième trimestre 2024 pour atteindre 0,3%, malgré la faiblesse de la demande étrangère, après 0,2% au premier trimestre. Au deuxième trimestre, la croissance a surtout été soutenue par la consommation privée, en raison de la hausse des salaires réels. La faiblesse de la demande extérieure a pesé beaucoup plus lourdement sur la croissance du deuxième trimestre en Hongrie, qui a surpris fortement à la baisse (-0,2%). Compte tenu de nos dernières estimations, la croissance observée au deuxième trimestre sur nos autres marchés domestiques d'Europe centrale indique une reprise en cours (0,7% pour la Bulgarie et la Slovaquie).

Les principaux risques qui pèsent sur nos perspectives à court terme pour la croissance européenne comprennent la faiblesse globale du secteur manufacturier et les retombées néfastes sur l'Europe d'un marché du travail américain potentiellement plus faible que prévu. En outre, les tensions géopolitiques actuelles présentent des risques se traduisant par une montée du protectionnisme, des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et une hausse des prix de l'énergie et des matières premières. De plus, les implications économiques mondiales de l'issue de l'élection présidentielle américaine de novembre 2024, ainsi que les discussions sur le budget des gouvernements de l'UE pour 2025 dans le contexte de la réactivation des règles du Pacte de stabilité et de croissance de l'UE, pourraient avoir un impact sur la croissance et les primes de risque pays à court terme des économies européennes.

Notre opinion sur les taux d'intérêt et les taux de changes

Dans la zone euro, la désinflation a marqué une pause au deuxième trimestre, mais il est probable qu'elle se poursuive. Parallèlement, les dernières données en la matière aux États-Unis ont indiqué une reprise du processus de désinflation après un certain nombre de remontées de l'inflation. Dans ces conditions, la BCE a entamé son cycle de réduction des taux en juin 2024 en abaissant son taux de dépôt de 25 points de base et elle devrait le réduire à nouveau de 25 points de base en septembre. La Fed devrait elle aussi amorcer son cycle de baisse des taux en septembre. En arrière-plan, la rationalisation des bilans de la Fed et de la BCE (un processus appelé 'resserrement quantitatif') se poursuit. En outre, la BCE cessera de réinvestir les actifs arrivant à échéance dans son portefeuille PEPP à compter de 2025, après une période de transition au second semestre 2024.

Au deuxième trimestre, les rendements des obligations américaines et allemandes de référence ont fluctué. Cette volatilité a été provoquée par l'évolution des attentes du marché concernant les politiques de taux de la Fed et de la BCE et par une modification de la perception des facteurs de risque (politiques) mondiaux et européens spécifiques. Début août, les craintes du marché à l'égard de la croissance américaine en particulier ont provoqué la chute marquée des rendements américains, et dans une moindre mesure, allemands.

Le dollar américain s'est révélé instable au deuxième trimestre. Les deux principaux moteurs ont été les attentes du marché quant aux politiques monétaires menées par la Fed et la BCE, ainsi que le climat de risque qui a provoqué une fuite vers les actifs sûrs (en dollars), ce qui s'est traduit par un raffermissement du dollar au moment des élections européennes et des élections législatives françaises qui les ont suivies. Lorsqu'il est apparu clairement que les scénarios de risque extrême avaient été évités dans le cadre de ces deux élections, le climat de risque s'est à nouveau quelque peu normalisé, entraînant un affaiblissement du dollar américain. Nous nous attendons à ce que le dollar américain s'apprécie, principalement du fait

de la détérioration du climat de risque à l'approche des élections américaines de novembre. Toutefois, compte tenu des fondamentaux à long terme, le dollar américain devrait à nouveau se déprécier progressivement à compter du quatrième trimestre 2024.

Début mai, la Banque nationale tchèque (CNB) a poursuivi son cycle de réduction des taux en procédant à une nouvelle baisse de 50 points de base, suivie d'un autre geste de 50 points de base à la fin du mois de juin et d'une réduction plus modeste de 25 points de base début août. D'autres baisses des taux sont à prévoir. Depuis le début du deuxième trimestre, la couronne tchèque est restée globalement stable. Deux périodes distinctes ont toutefois été observées. Jusqu'à la mi-juin, la couronne s'est nettement appréciée, principalement en raison de l'approche plus prudente de la CNB en matière d'assouplissement monétaire et de la faiblesse du dollar américain à ce moment-là. À compter de la mi-juin, lorsque le climat de risque s'est brusquement détérioré et que le dollar américain s'est apprécié, la couronne a recommencé à se déprécier. Toutefois, compte tenu de l'importance des différentiels de taux d'intérêt et dans le cadre d'une convergence plus structurelle de l'économie tchèque, la couronne devrait à nouveau s'apprécier modérément au cours des prochains trimestres.

Au deuxième trimestre 2024, la Banque nationale de Hongrie (NBH) a encore réduit son taux directeur à trois reprises, avec deux baisses de 50 points de base et une de 25 points de base. En juillet, une nouvelle réduction de 25 points de base a été opérée. D'autres baisses progressives des taux sont à prévoir. Le taux de change du forint hongrois par rapport à l'euro s'est montré volatil depuis le début du deuxième trimestre. Les principaux facteurs d'influence ont été le climat de risque (mondial) et le rythme des baisses des taux opérées par la Banque nationale de Hongrie. Compte tenu du différentiel d'inflation structurel avec la zone euro, le forint devrait continuer à se déprécier courant 2024 et au-delà.

Nos prévisions

Prévisions pour l'ensemble de l'exercice 2024

- Revenus nets d'intérêts: les prévisions initiales d'une 'fourchette de 5,3 à 5,5 milliards d'euros' ont été relevées au 'chiffre approximatif de 5,5 milliards d'euros', grâce au soutien apporté par une croissance organique du volume des crédits d'environ 4% (contre 3% initialement).
- Revenus des activités d'assurance (avant réassurance): au moins +6% en glissement annuel (pas de changement).
- Charges d'exploitation et commissions d'assurance versées (hors taxes bancaires et d'assurance): moins de +1,7% en rythme annuel, ce qui est nettement inférieur à l'inflation (pas de changement).
- Ratio charges/produits (hors taxes bancaires et d'assurance): inférieur à 45% (pas de changement).
- Ratio combiné: moins de 91% (pas de changement).
- Ratio de coût du crédit (à l'exclusion de toute modification de la réserve pour perte de crédit attendue au titre du risque géopolitique et des incertitudes macroéconomiques qui était encore en place à la fin de l'année 2023): nettement inférieur au ratio sur l'ensemble du cycle de 25-30 points de base. (pas de changement).

Prévisions sur le moyen à long terme (telles que communiquées dans le cadre des résultats de l'exercice 2023)

- Croissance en taux actuariel des revenus nets d'intérêts (2023-2026): au moins 1,8%.
- Croissance en taux actuariel des revenus des activités d'assurance (avant réassurance) (2023-2026): au moins 6%.
- Croissance en taux actuariel des charges d'exploitation et commissions d'assurance versées (hors taxes bancaires et d'assurance) (2023-2026): moins de +1,7%, ce qui est nettement inférieur à l'inflation.
- Ratio charges/produits (hors taxes bancaires et d'assurance): inférieur à 42% d'ici fin 2026.
- Ratio combiné: moins de 91%.
- Ratio de coût du crédit (à l'exclusion de toute modification de la réserve pour perte de crédit attendue au titre du risque géopolitique et des incertitudes macroéconomiques qui était encore en place à la fin de l'année 2023): nettement inférieur au ratio sur l'ensemble du cycle de 25-30 points de base.
- Vue indicative de l'évolution transitoire des actifs pondérés par le risque (RWA) dans le cadre de Bâle IV (sur la base du consensus actuel de l'UE, d'un bilan statique et de tous les autres paramètres ceteris paribus, sans aucune mesure d'atténuation): nous prévoyons un impact à pleine charge d'environ +8 milliards d'euros d'ici le 1er janvier 2033 (pas d'impact d'application initiale au 1er janvier 2025). Les chiffres seront actualisés lors de la publication des résultats du 3TR2024.

Politique de distribution du capital (pas de changement)

- Politique en matière de dividende pour 2024: un ratio de distribution (c.-à-d. dividende + coupon AT1) d'au moins 50% du bénéfice consolidé de l'exercice et un dividende intérimaire de 1 euro par action en novembre, en tant qu'acompte sur le dividende total.
- Politique en matière d'affectation du capital pour 2024: en sus d'un taux de distribution d'au moins 50% du bénéfice consolidé, le Conseil d'administration décidera (au moment de l'annonce des résultats de l'exercice), à son entière discrétion, de l'éventuelle distribution de tout montant de capital au-delà du ratio common equity à pleine charge de 15,0% (également appelé le capital excédentaire). Ce capital excédentaire peut être distribué sous la forme d'un dividende en espèces, d'un rachat d'actions ou d'une combinaison des deux.
- En raison de l'introduction de Bâle IV le 1er janvier 2025, la politique en matière de dividendes et le seuil de capital excédentaire seront réexaminés au cours du premier semestre 2025.

Prochains événements et références

Sommaire	Résultats du 3TR2024: 7 nov. 2024 Dividende intérimaire de 1 euro: date de détachement du coupon: 12 nov. 2024, date d'enregistrement: 13 nov. 2024, date de paiement: 14 nov. 2024. Résultats du 4TR2024: 13 févr. 2025 Autres événements: www.kbc.com / Investor Relations / Calendrier financier
Informations complémentaires sur le 2TR2024	Rapport trimestriel: www.kbc.com / Investor Relations / Rapports Company presentation: www.kbc.com / Investor Relations / Présentations

Pour tout complément d'information, veuillez contacter :

Investor Relations, KBC Groupe
E-mail: IR4U@kbc.be

Viviane Huybrecht, Directeur Communication Corporate / Porte-parole KBC Groupe
Tel +32 2 429 85 45 - E-Mail: pressofficekbc@kbc.be

* Ce communiqué contient des informations soumises à la réglementation sur la transparence des entreprises cotées en Bourse.

KBC Groupe SA
Avenue du Port 2 – 1080 Bruxelles
Viviane Huybrecht
Directeur Communication Corporate/
Porte-parole
Tél. 02 429 85 45

Service presse
Tél. 02 429 29 15 Ilse De Muyer
Tél. 02 429 32 88 Pieter Kussé
Tél. 02 429 85 44 Sofie Spiessens
Tél. 02 429 29 49 Tomas Meyers
pressofficekbc@kbc.be

Les communiqués de presse de KBC sont disponibles sur www.kbc.com
Suivez-nous sur www.twitter.com/kbc_group
Restez au courant de nos [solutions innovantes](#)